



### **AVANT-PROPOS**

Le Comité Départemental poursuit activement sa mission au service d'une commande publique plus inclusive, responsable et engagée en faveur du territoire. Portée par des acteurs mobilisés et une gouvernance concertée depuis 2016, l'année 2024 marque une étape déterminante avec d'une part le changement de présidence mais dans la continuité des travaux et du dialogue et dans la mise en œuvre d'actions structurantes, en cohérence avec la feuille de route 2024–2026.

La dynamique enclenchée autour de la mobilisation des acheteurs s'est traduite par des initiatives fortes : comités techniques, accompagnements personnalisés, événements fédérateurs... Autant de leviers activés pour répondre aux enjeux économiques et sociaux locaux.

Ce rapport retrace les principales actions menées, les temps forts de l'année et les perspectives ambitieuses portées par le Comité départemental, en lien étroit avec ses partenaires institutionnels, économiques et sociaux.

## Présidence et orientations stratégiques

Lors du comité de pilotage du 22 octobre 2024, comme le prévoit la charte, le comité a changé de présidence : **Madame Élisabeth DETRY** — Présidente déléguée départementale de la Fédération française du bâtiment IDF EST — en concertation avec le Syndicat des Travaux Publics de Seine-et-Marne, a ainsi démarre son mandat pour 3 ans, succédant à **Monsieur Benoît KAPLAN**, préfet délégué à l'égalité des chances. Ce comité de pilotage a validé la feuille de route 2024—2026 qui s'inscrit dans la continuité des travaux engagés, en mettant notamment l'accent sur :

- la promotion des clauses sociales dans la commande publique
- le recueil de la programmation territoriale
- l'accompagnement renforcé des donneurs d'ordre.

Les principales orientations retenues visent à :

- impulser une dynamique par bassin d'emploi
- initier un emailing et un questionnaire ciblé à destination des collectivités du territoire
- organiser des événements valorisants tels que des remises de prix, des webinaires, et des visites d'entreprises relevant de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS).

## Actions territoriales et accompagnement

En partenariat avec la M2IE, le Comité Départemental a coorganisé un comité technique sur le territoire de Paris Vallée de la Marne, réunissant l'ensemble des collectivités locales. Cette initiative a été précédée par l'envoi d'un questionnaire portant sur les pratiques d'achats responsables, dans le but d'élaborer un plan d'actions concerté avec les facilitateurs de la M2IE.

## Valorisation des actions lors des événements phares

Le Comité Départemental a marqué sa présence lors de rendez-vous emblématiques tels que le Salon de l'achat public du Conseil Départemental de Seine-et-Marne. Sur le stand dédié, transformé en véritable espace de synergies, les échanges avec les partenaires et acteurs de la commande publique ont permis de renforcer les liens, d'ouvrir des perspectives de collaboration, et de valoriser les engagements communs autour des achats responsables.

Il a également participé au Tour de France de la clause sociale en Île-de-France, organisé par AVE, avec un éclairage particulier sur les clauses sociales dans les marchés des JOP2024. Ce temps fort a illustré la capacité du comité à se mobiliser sur les grandes thématiques nationales et à porter la voix du territoire. Les journées nationales qui ont suivi ont été l'occasion de partager des retours d'expérience et de nourrir la réflexion collective en matière d'innovation sociale dans la commande publique.

## Engagement territorial autour des JOP 2024

Dans le cadre des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, Initiatives77, en tant que structure facilitatrice pivot, s'est activement impliquée au sein du Groupe Opérationnel d'Appui (GOA) de Paris 2024.

Son investissement stratégique visait à garantir la mise en œuvre efficace des clauses d'insertion sociale dans les marchés liés aux Jeux, en lien avec les objectifs d'impact et de responsabilité sociale du projet olympique.

En collaboration étroite avec la M2IE, structure facilitatrice de proximité, le Comité départemental s'est mobilisé pour assurer le suivi rigoureux des engagements des entreprises attributaires, notamment sur le site emblématique de Vaires-sur-Marne.

Cette coordination locale a permis d'ancrer les clauses sociales dans une dynamique territoriale concrète, tout en valorisant le rôle des acteurs locaux dans une démarche d'inclusion durable. L'année écoulée témoigne d'une mobilisation croissante des acteurs du territoire autour d'une commande publique socialement responsable et territorialement ancrée. Le Comité Départemental, en partenariat avec les structures porteuses de facilitatrices et facilitateurs, a su impulser une dynamique vertueuse en faveur de l'inclusion, en articulant stratégie, accompagnement et valorisation.

Les temps forts tels que les événements institutionnels, les actions locales de concertation et l'implication dans les JOP 2024 illustrent la capacité du territoire à conjuguer ambition et impact concret.

Le Comité Départemental poursuivra son engagement avec conviction, en lien étroit avec les collectivités, les facilitateurs et les partenaires économiques, afin de faire de la commande publique un levier structurant pour l'emploi et la cohésion sociale.

# ACTUALITÉS DU TERRITOIRE : LES FACILITATRICES ET FACILITATEURS DU 77 TÉMOIGNENT

## Les facilitatrices et facilitateur de Initiatives 77

En 2024 nous avons travaillé sur la diversification des segments d'achat. Un marché portant sur la fourniture des titres restaurants aux agents départementaux a été lancé, c'est un marché de 4 ans qui engage l'attributaire à la mise en œuvre de 3400 heures de clause annuelles. Nous avons aussi travaillé sur des marchés de services au niveau régional avec des syndicats d'énergies tel que SIPPEREC mais aussi avec l'EPFIF. Ces marchés sont suivis en lien avec les coordinations départementale et régionale.

Des conventions de partenariats ont également été signées avec la Communauté de communes de Moret-Seine et Loing, la Communauté de communes du Gatinais Val de Loing, le Syndicat de la région de Montereau-Fault-Yonne pour le Traitement des Ordures ménagères ainsi que l'Autorité de la Concurrence.

Pour finir, en vue de diversifier les segments d'achats nous avons entamé une réflexion sur la revue d'achat du CD77 en lui proposant des calibrages sur des marchés de services et de prestations intellectuelles.

#### Les facilitatrice et facilitateur de la M2IE

Le secteur de la base nautique de Vaires-sur-Marne se trouvant sur le territoire géographique de la M2IE, cette dernière et ses deux facilitateurs ainsi que le Comité Départemental représenté par **Valérie POULAIN** se sont fortement impliqués dans le suivi et l'accompagnement des entreprises concernées par la clause, en lien avec différents partenaires du territoire d'Ile de France et parfois de la France entière. Valérie a participé à tous les GOA (Groupe Opérationnel d'Appui) réunions avec les représentants de Paris 2024, les coordonnateurs de la clause des autres départements d'Ile de France, les représentants de l'Etat....

Les facilitateurs de la M2IE ont fait partie du réseau des facilitateurs de proximité. Ils ont participé aux réunions de terrain en partenariat avec les entreprises accompagnées, les représentants de France Travail.

La M2IE a accompagné cinq entreprises de sécurité, une entreprise de fabrication de pontons, une entreprise de restauration, une entreprise de nettoyage et une entreprise de gestion de déchet.

Plus de 52 000 h d'insertion ont été effectuées et suivies sur la base de Vaires sur Marne pour la période des JO 2024 sur un objectif de 21801 h, l'objectif atteint a été de 2,38 fois supérieur à la prévision. Ces heures ont été effectuées par 240 candidats (moyenne de 216 h par candidats), dont plus de 22 % issus de QPV (55 candidats issus de QPV sur 240). Le taux de féminisation a été de plus de 33 % (80 femmes et 160 hommes).

Sur l'ensemble des marchés Paris 2024, 316 candidats de Seine et Marne ont été recrutés dans le cadre de la clause d'insertion. Au niveau national l'objectif insertion était de 605 320 et 1 515 740 h ont été effectuées par 6754 candidats dont plus de 43 % issus de QPV (2934 QPV sur 6754 candidats). L'objectif atteint en nombre d'heure a été de 2,5 fois supérieure à la prévision. Le taux de féminisation a été de 31 %.

#### Les Facilitateurs de Mission Emploi Insertion Melun Val de Seine

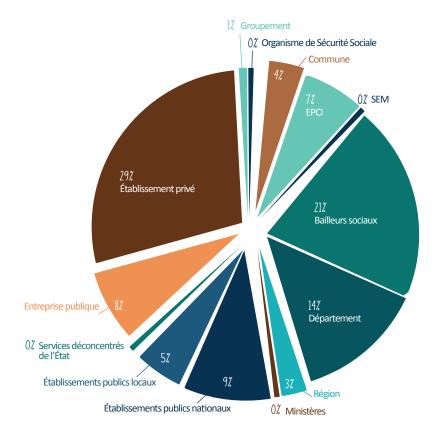
**60.775** heures d'insertion ont été réalisées en 2024, soit 50% de plus qu'en 2023 (40.275 heures), en grande partie sur les opérations de construction en zone NPNRU et sur l'écoquartier Woodi à Melun d'Habitat77 (24.158 heures réalisées sur les 42.518 heures prévues) ainsi que dans le cadre de la DSP d'exploitation du centre de tri du Smitom-Lombric signée en novembre 2023 pour une durée de 19 ans et qui permet la réalisation de 1.500 heures d'inser-tion en moyenne par mois (16.457 heures d'insertion en 2024).

Le démarrage de nouveaux programmes en ce début d'année 2025 (dont 3 opérations de construction et de réhabilitation d'Habitat77 pour 20.663 heures d'insertion prévues) devraient permettre d'atteindre un objectif comparable à la fin de cette année.

50,29 % de ces heures d'insertion ont été réalisées par des participants ayant entre 26 ans et 44 ans et 10,29% de ces même heures par des femmes, ce qui s'explique par la prédominance encore prégnante des marchés de construction sur notre territoire (étant préci-sé qu'elles ne représentaient que 5,81 % des participants en 2023).

### BILAN DE L'ACTIVITÉ

### Répartition des heures d'insertion par type d'acheteurs



360000 HEURES RÉALISÉES,

soit une hausse de plus de 10 000 heures par rapport à 2023, représentant 224 équivalent temps plein.

Cette augmentation se traduit notamment par le suivi des heures dans les marchés des JOP 2024.

### Répartition des heures d'insertion par type de marchés

1074 MARCHÉS ONT ÉTÉ SUIVIS







Les heures sont effectuées essentiellement dans les marchés de travaux pour 76%. 23 % dans les marchés de service (entretien, déchets, assistance à maîtrise d'ouvrage per-formance énergétique et environnemental, sécurité, gestion, restauration...). Moins de 1% dans les marchés de fournitures.

Le nombre d'heures d'insertion effectué dans les marchés de service est en hausse par rap-port à 2023, il représentait 14%.

Cette augmentation est notamment due à l'inscription d'heures d'insertion dans les marchés de sécurité et de restauration des IOP 2024.

#### Age des salariés

1 099

#### **PERSONNES**

ont bénéficié des clauses dont 158 femmes soit 14%. Les femmes ne représentaient que 9 % en 2023. Cette hausse se traduit par l'augmentation des clauses dans les marchés de services.

Les participants à la clause travaillent en moyenne 328 heures par an.

32% -26 ANS

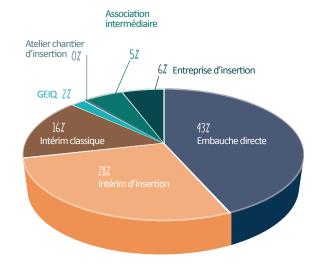
4% 45-49

17% +50 ANS

## Répartition des heures d'insertion par modalité

1 413 CONTRATS DE TRAVAIL ont été signés

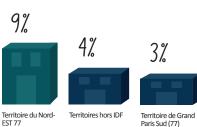
Les heures en embauche directe ont augmenté passant de 32% en 2023 à 43% en 2024. Cette modalité a été en effet davantage utilisé par les entreprises attributaires des marchés JOP.



#### Lieu d'habitation des salariés



Les clauses profitent principalement aux habitants des territoires de Paris Vallée de la Marne-et de Melun Val de Seine, et des autres territoires du 77. La part provenant des territoires de la région Ile-de-France et hors Ile-de-France correspond aux suites de parcours des partici-pants.



### Cumul des situations des participants à l'entrée dans le dispositif

Réfugié

Public sous main de justice



Demandeur d'emploi

### RKKKKKKK

Sénio

## 

Sans ressources



Public validé (1)

## 

Demandeur d'emploi de longue durée

## 

Allocataire minima sociaux (hors RSA)



Moins de 26 ans

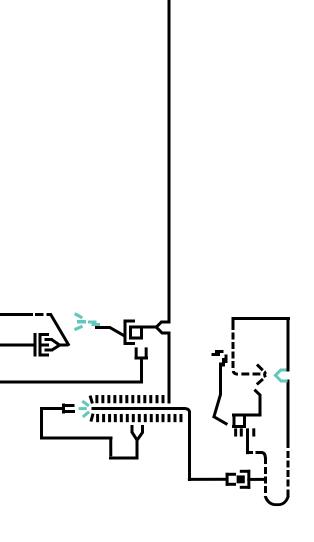
## 

Travailleur handicapé

### KKKK

Allocataire du RSA

### 



## CONTACT

Pour tout renseignement contactez la coordonnatrice du comité départemental :

au 0622075937 clausesociale77.org

